

GRAND DEBAT NATIONAL DU 11 FEVRIER 2019 A VAL DE VIRIEU (ISERE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de : Blandin, Chassignieu, Chéliou, Le Passage, Saint-Ondras, Valencogne et Val de Virieu, et animée par Monique LIMON, Députée 7^{ème} circonscription Isère.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Sécurité sociale :

- le problème des déserts médicaux
- le coût des mutuelles
- le problème des conditions de travail dans l'hôpital
- quand un patient est hospitalisé, il ne sait pas combien il a coûté à la société (nécessité de transmettre le coût réel de son hospitalisation)

Fiscalité nationale :

- lutter contre l'évasion fiscale et les fraudes fiscales
- contrôler davantage les grosses entreprises
- égalité devant l'impôt : avoir un impôt sur le revenu encore plus progressif
- rattacher la CSG à l'impôt sur le revenu
- réductions fiscales pour les dons aux associations pour les personnes les plus riches = pas forcément juste
- pour les emplois à domicile : besoin de plafonner si quelqu'un a de l'argent pour se payer un jardinier
=> cela ne sert à rien de donner de l'argent à des gens qui n'en ont pas besoin.
- il faut prendre en compte tous les revenus qui rentrent dans un foyer
- il est nécessaire que tout le monde paie un impôt
=> on veut une justice fiscale (à notre société de définir des règles)

Fiscalité locale :

- pourquoi avoir supprimé la taxe d'habitation
- personne ne demandait à ce qu'elle soit supprimée

Bureaucratie :

- il existe une techno-structure trop lourde
- pas assez de gens sur le terrain
- millefeuille administratif => responsabilités empilées

Anciens Présidents de la République :

- il faut revenir sur les avantages des anciens Présidents de la République
- il faut des symboles, montrer l'exemple pour avoir de nouveau confiance

Députés :

- en juillet : les députés ont voté l'exonération de CGS pour eux
- revoir les retraites des députés, et les obsèques

Dette la France :

- ce sont des banques privées qui prêtent à l'Etat et non plus les banques centrales. Elle est voulue et entretenue.
- on a renfloué les faillites des banques en 2008, on pourrait supprimer la dette
- qui va payer les sommes de 10 milliards supplémentaires annoncées en décembre

Sécurité sociale / Mutuelle :

- on constate une hausse des frais globaux de gestion (de l'ordre de 25%)
- il faudrait rattacher toutes les mutuelles à la Sécurité sociale

ORGANISATION ETAT ET SERVICES PUBLICS

Organisation administrative :

- au niveau local : consulter pour les prises de décision, et non une décision d'Etat sans consulter le local
- ne pas dépenser plus d'un budget réel
- trop d'élus dans les structures « communautés de communes »
- besoin d'un rapport de travail cohérence entre les Régions, les Départements et les communes de communes

Décentralisation :

- pas de décentralisation de compétences sans qu'il y ait un budget qui suive
- la décentralisation se fait sans écouter la base
- c'est une dépense d'argent inutile

Présence des services publics :

- la poste
- la gare
- Maison de Services aux Publics dans plus de territoires

- Services publics mobiles

Accessibilité des services publics :

- Services publics mobiles
- Des moyens de transports (train, car)

Internet et les services publics :

- il faut garder l'humain, le relationnel
- pas tout pour la dématérialisation

Qualité des services publics :

- une dégradation des services publics en milieu rural

Evolution des services publics :

- Remettre de l'humain dans l'évolution

Démarches administratives :

- trop de complexité dans les démarches et souvent dépourvu devant la complexité d'Internet

Agents publics :

- plus d'agents pour l'hôpital et l'école
- besoin d'un retour, d'une meilleure communication sur l'activité des agents

TRANSITION ECOLOGIQUE

Constats :

- cela commence par la transition énergétique : tout devrait être subordonné à la transition énergétique
- il y a une urgence : le réchauffement climatique ; il ne sera bientôt plus possible de payer des ressources qui seront de plus en plus rares

Territoire :

- un PCAET sur le territoire de la communauté de communes (commencé récemment)
- besoin de flécher des crédits spécifiques pour financer les actions du PCAET
- besoin d'avoir une politique cohérente et constante

Priorités :

- les territoires de proximité

- les services publics (pour se rendre à Pont de Voisin ou encore à La Tour du Pin, on nous dit de prendre les transports en commun, or en réalité, on est obligé de prendre notre voiture)
- l'agriculture de proximité (les circuits courts)
- besoin de revoir les bases si on veut faire une transition efficace

Alimentation :

- il est évident que si l'on veut produire de l'alimentation de qualité, cela va avoir un coût supplémentaire (et particulièrement pour les personnes qui ont de faibles revenus). Il faut se donner les moyens d'avoir une agriculture de qualité moins chère (via peut être les subventions aux agriculteurs).
- il faut accepter de financer la qualité

Fiscalité :

- il faut développer la taxe sur le kérosène et les bateaux
- on demande une TVA sur les produits de première nécessité
- il faut une TVA adaptée pour les produits non emballés, pour sauver nos produits locaux

Voies navigables :

- l'abandon du projet de canal Rhin – Rhône a été une erreur = cela aurait pu limiter le nombre de camions sur les routes et créer de l'emploi pour les ports fluviaux qui se trouvaient sur le parcours

Traités internationaux :

- le traité de libre-échange avec le Canada est contraire au changement climatique : ils poussent à accroître les échanges commerciaux entre pays. Aucune référence environnementale n'y figure.

Mobilité :

- à Virieu : il y a une gare. On a supprimé des arrêts. On a des cars vides qui circulent ! Cela n'est pas cohérent.

Agriculture :

- nombreux sont des agriculteurs qui rencontrent des difficultés. On leurs a dit de produire et encore produire, et maintenant, il faut qu'ils passent au bio !

Prix de l'énergie :

- en fonction des zones géographiques, tout le monde n'est pas rémunéré de la même façon (compte tenu du coût de la vie en milieu urbain / rural, Paris, sa banlieue et le reste du pays) = face à cette inégalité de salaire, pourtant tout le monde paie le même prix de l'énergie.

Ré-industrialisation de la France :

- c'est un sujet important mais qui est peu évoqué
 - il faut se donner les moyens de ré-industrialiser notre pays (ne pas fabriquer uniquement des TGV, des rafales, des EPR, des sous-marins ... : c'est bien mais pas suffisant)
 - il faut investir davantage dans l'industrie. Pour cela, il faut des actionnaires qui soient prêts à investir leurs capitaux. Or, les dividendes sont trop taxés.
- => il faut encourager l'actionnariat, cela est indispensable

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- Situation de Val de Virieu :
 - * rappel du contenu de la profession de foi Virieu
 - * arrêté municipal d'interdiction de débattre
 - * charte nouvelle commune
 - * vente de la cure
- => actions faites avec manque de débats
- démocratie participative : il y a des demandeurs
 - pensez à l'essentiel d'un pays : place négative des chômeurs dans la société
 - associations : problème du bénévolat
 - nouvelles intercommunalités : des élus trop loin
 - cumul des mandats (un seul ou deux maximums)
 - gilets jaunes : peur de la place des extrêmes dans les gilets jaunes / abordent la question des inégalités, et du sort des réfugiés
 - ces grands débats créent de la curiosité et du dialogue = nécessité à terme de trouver des solutions
 - les cahiers des doléances expriment des besoins / propositions qui sont loin des problèmes rencontrés = besoin pour les élus d'être prêt des citoyens
 - liberté, égalité, fraternité contre la compétitivité, la consommation => manque de fraternité, sort des réfugiés
 - représentation des élus : ENA, médecins, avocats, MEDEF ...
 - avec la diminution des horaires de travail, et l'augmentation du coût du travail : les entreprises françaises sont beaucoup moins compétitives
 - la proportionnelle : pas d'accord de tous les participants
 - le vote par liste : parfois on ne connaît pas les élus
 - les retraites agricoles sont trop faibles
 - par rapport aux médias : droit de manifestation et manifestants mal traités
 - les élus doivent rendre compte de leur action ; l'image de leur absence est négative
 - l'intérêt des citoyens pour les élus est décroissant car ils ont l'impression de ne pas écouté
 - besoin de trouver un système qui permette aux citoyens de voter au cours du mandat (démocratie citoyenne)

- les élus ne se déplacent plus à la rencontre des citoyens
- décalage des mandats de 5ans : élection présidentielle en même temps que les députés et pour la même durée de mandat (mandat parallèle)
- impression de fonction monarchique de la présidence
- demande de référendums locaux
- faire des débats locaux : trouver une organisation appropriée
- développer l'éducation civique et l'éducation citoyenne
- reconquête de l'éducation par les parents !
- trouver un moyen pour contrôler l'action des élus et leur engagement tout au long de leur mandat
- le vote blanc : il devrait être pris en compte mais pose la question de la représentativité